

Cahier des clauses administratives

Appel d'offres n°OIL.06/PO/2017/046

«Contrôles de sécurité et Coordination sécurité et santé»

Procédure ouverte

ATTENTION: ces clauses administratives ne doivent pas être transmises avec l'offre de façon exhaustive. Seuls les tableaux et formulaires complétés, accompagnés des documents requis, seront transmis à la Commission par le soumissionnaire.

Section I - INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROCÉDURE.....	2
I.1. Préambule	2
I.2. Objet et cadre du marché	2
I.3. Règlementation – Loi applicable – Tribunal compétent.....	3
I.4. Accès au marché et forme des soumissionnaires	3
I.4.a. Soumissionnaire	3
I.4.b. Groupement.....	4
I.4.c. Sous-traitant.....	4
I.4.d. Recours à un tiers	4
I.4.e. Répartition des tâches.....	4
I.5. Visite des lieux.....	5
I.6. Contenu des offres	5
I.6.a. Caractéristiques du contenu.....	5
I.6.b. Liste des documents de l'offre	6
I.7. Ouverture des offres.....	7
I.8. Évaluation des offres.....	7
I.8.a. Évaluation des critères d'exclusion et de sélection des soumissionnaires	7
I.8.b. Vérification de la conformité technique des offres	7
I.8.c. Évaluation des critères d'attribution du marché.....	8
I.9. Preuves à fournir en cas d'attribution du marché	8
Section II - CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DES OFFRES	8
II.1. Critères d'exclusion.....	8
II.2. Critères de sélection	8
II.2.a. Capacité légale et réglementaire.....	8
II.2.b. Capacité financière et économique.....	9
II.2.c. Capacité technique et professionnelle	10
II.3. Critères de conformité technique de l'offre.....	10
II.4. Critères d'attribution.....	10
Section III - FORMULAIRES	12

SECTION I - INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROCÉDURE

I.1. PRÉAMBULE

L'Office Infrastructures et Logistique - Luxembourg (OIL), a la responsabilité, pour les services de la Commission à Luxembourg, d'assurer l'ensemble des actions liées à:

- l'hébergement du personnel;
- la logistique;
- la gestion d'infrastructures sociales;
- le respect des règles de santé et sécurité au travail dans les bâtiments.

L'OIL fournit également ses services à d'autres Institutions et organes européens essentiellement situés à Luxembourg.

Les institutions suivantes participent également à cet appel d'offres dont l'OIL est le chef de file:

- Le Centre de Traduction des organes de l'Union européenne (CdT)

site web: <http://cdt.europa.eu/EN/Pages/Homepage.aspx>

- La Banque Européenne d'Investissement (BEI)

site web: <http://www.eib.org/>

I.2. OBJET ET CADRE DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations inhérentes aux contrôles réglementaires de sécurité, de bien-être et environnementaux, coordination de sécurité et santé sur les chantiers temporaires ou mobiles et évaluation de risques aux postes de travail, sur les installations ou locaux présents dans les immeubles occupés, ou à occuper par les institutions participantes.

Le présent marché se compose de 3 lots:

- **Lot 1 : Contrôle de sécurité**

Poste I:

- Poste I.1 : Contrôles périodiques de sécurité et d'environnement à exécuter dont le nombre, la répartition et la localisation selon la nature de l'installation ou du local sont indiqués par bâtiment dans le document nommé « nomenclature » annexé aux conditions spécifiques d'exécution des prestations (Annexe IB7),
- Poste I.2 : Contrôles éventuels de sécurité et d'environnement, supplémentaires au programme des contrôles, suite à une demande spécifique de l'Institution.

Poste II : Assistance technique.

- **Lot 2 : Coordination de sécurité et santé.**
- **Lot 3 : Evaluation des risques aux postes de travail**

Les opérateurs économiques intéressés peuvent soumettre offre pour un, plusieurs ou pour la totalité des lots. Ces lots pourront être attribués à des soumissionnaires différents.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas attribuer tout ou partie du marché.

La procédure se concrétisera par la conclusion d'un contrat cadre de service pour une durée maximale de 4 ans.

Pendant une période de 3 ans suivant la signature du contrat, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publication préalable d'un avis de marché, pour de nouveaux services consistant dans la répétition de services confiés à l'adjudicataire du présent marché. Le pouvoir adjudicateur utilisera cette procédure lorsque l'étendue de ces nouveaux services est telle qu'il n'est pas possible d'appliquer l'article 114bis du règlement financier, qui énumère les cas dans lesquels le contrat peut être modifié sans procédure de passation de marché. Les nouveaux services seront attribués conformément aux critères d'attribution définis dans le cahier des charges du marché initial.

L'offre du soumissionnaire retenu engage celui-ci. Elle est intégrée au contrat, dont elle constitue l'annexe II.

Les options ou variantes ne sont pas autorisées et ne seront pas prises en compte.

I.3. RÈGLEMENTATION – LOI APPLICABLE – TRIBUNAL COMPÉTENT

La présente procédure est soumise à la réglementation sur la passation des marchés publics, à savoir principalement:

- Le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (publié au JO n° L 298 du 26 octobre 2012), tel que modifié et toutes ses évolutions suivantes, ci-après dénommé «règlement financier» et
- Le règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012, relatif aux règles d'application du règlement financier (publié au JO n° L 362 du 31 décembre 2012), tel que modifié et toutes ses évolutions suivantes, ci-après dénommé «règles d'application».

Ces textes sont consultables sur le site internet EUR-Lex à l'adresse <http://eur-lex.europa.eu>.

Le règlement financier et ses règles d'application sont également disponibles sur:

http://ec.europa.eu/budget/biblio/documents/regulations/regulations_fr.cfm

Tout litige relatif à la présente procédure ne pouvant être réglé à l'amiable est porté devant le Tribunal de l'Union européenne à Luxembourg.

I.4. ACCÈS AU MARCHÉ ET FORME DES SOUMISSIONNAIRES

La participation à cette procédure est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales relevant du domaine d'application des traités et à toutes les personnes physiques et morales d'un pays tiers qui aurait conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics, dans les conditions prévues par cet accord. Elle est également ouverte aux organisations internationales.

I.4.a. Soumissionnaire

Un «soumissionnaire» peut être:

- un opérateur économique unique;
- un groupement d'opérateurs économiques (ci-après dénommé «groupement»)

I.4.b. Groupement

Un groupement est composé d'un opérateur économique (dénommé «mandataire») qui fait offre avec un ou plusieurs opérateurs économiques (dénommés «cotraitants») qui l'ont mandaté. Le mandataire et les cotraitants, sont dénommés «membres du groupement».

Le mandataire est le seul interlocuteur du pouvoir adjudicateur pendant la procédure. Il est également responsable de la gestion administrative du contrat (facturation, réception des paiements, etc.) au nom de tous les autres membres du groupement.

Les cotraitants doivent donner mandat au mandataire pour signer le contrat si le groupement en est attributaire, sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur d'imposer la signature de chaque membre du groupement.

En cas d'attribution, tous les membres du groupement sont solidairement responsables envers le pouvoir adjudicateur pour la bonne exécution du contrat.

Il n'est pas permis à un soumissionnaire qui présente une offre seul ou comme membre d'un groupement, de présenter par ailleurs une autre offre, que ce soit seul ou comme membre d'un groupement. Dans ce cas, ces offres seront rejetées.

I.4.c. Sous-traitant

Le soumissionnaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants. La sous-traitance doit être déclarée dans la mesure où le coût estimé des prestations sous-traitées représente un total supérieur à 10% du montant du marché, ou dans le cas où les ressources du sous-traitant sont pertinentes pour les critères de sélection. Pour les autres sous-traitants, la déclaration est facultative.

Les sous-traitants ne sont pas considérés comme membres du groupement.

I.4.d. Recours à un tiers

Un soumissionnaire peut, le cas échéant, faire valoir les capacités économiques, financières, techniques et/ou professionnelles des tiers, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre lui-même et ces entités. Un opérateur économique ne peut avoir recours aux capacités techniques et professionnelles des tiers que si ces derniers exécutent les prestations pour lesquelles ces capacités sont requises.

Dans ce cas, l'opérateur économique doit faire la preuve que le(s) tier(s) s'engage(nt) à mettre à disposition lesdites capacités en fournissant la ou les déclaration(s) qui se trouve(nt) au point I.6.b/2.4, complétée(s) pour chacun des tiers concernés. Cette déclaration doit être signée par une ou plusieurs personne(s) habilitée(s) à représenter l'entité à l'égard des tiers, conformément à ses règles statutaires.

En cas d'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander que le tiers qui met ses capacités économiques et financières à disposition du soumissionnaire soit fournisse une garantie, soit signe le contrat avec le soumissionnaire.

I.4.e. Répartition des tâches

En cas de groupement et/ou de sous-traitant(s) déclaré(s), le mandataire précise clairement la répartition des tâches de chacun (mandataire/ cotraitants/ sous-traitants), ainsi que la nature des prestations co-traitées et/ou sous-traitées, le pourcentage du marché co-traité et/ou le pourcentage du marché sous-traité.

Tout changement dans la composition du groupement ou tout changement dans la sous-traitance:

- pendant la procédure de passation du marché pourrait conduire au rejet de l'offre correspondante,
- après la signature du contrat pourrait conduire à sa résiliation.

I.5. VISITE DES LIEUX

Tout opérateur économique qui souhaite faire une offre doit se présenter à une visite des lieux avant remise de son offre.

Les annexes I.B.6, I.B.7, I.B.8 et I.B.9 seront mises à la disposition uniquement des opérateurs économiques qui auront participé à la visite des lieux et qui auront signé un engagement de confidentialité (formulaire 10).

La Commission estime que la visite, pour l'ensemble des bâtiments concernés, durera 1 journée complète.

La Commission a fixé les dates des visites des lieux aux:

- jeudi 21 sept. 2017 à 09h30 et
- jeudi 28 sept. 2017 à 09h30

Le rendez-vous est fixé à : l'entrée principale de l'aile A du bâtiment ARIANE, route d'Esch 400, L-1471 Luxembourg – Gasperich.

La Commission se réserve le droit de programmer des jours de visite supplémentaires si elle l'estime nécessaire.

Les opérateurs économiques intéressés doivent obligatoirement faire connaître, par écrit, les noms des participants à la visite et le jour choisi:

- avant le 14/09/2017 à 16h00 pour la visite du 21/09/2017 et
- avant le 21/09/2017 à 16h00 pour la visite du 28/09/2017,

par courriel à l'adresse oil-appels-offres@ec.europa.eu ou au télécopieur n° (+352)4301-32109.

Chaque opérateur économique ne peut participer qu'à une seule de ces visites. Il doit fournir lors de la visite, l'exemplaire original de l'engagement de confidentialité dûment signé.

La Commission se réserve le droit de limiter le nombre de participants par opérateur économique.

Une attestation sera remise après la visite des lieux.

I.6. CONTENU DES OFFRES

I.6.a. Caractéristiques du contenu

L'offre du soumissionnaire contiendra les informations et documents ci-après, accompagnés de tous les justificatifs qui y sont requis, numérotés dans le même ordre et présentés sur un support unique, par exemple un classeur (pas de feuilles volantes). Le cas échéant, l'offre inclura les informations et documents requis des cotraitants et sous-traitants déclarés.

Pour être valables, les justificatifs remis doivent être des originaux ou des copies de documents officiels récents (moins d'un an) ou en cours de validité (statuts, certification,...), ou des copies d'informations disponibles sur des sites internet officiels.

Ces documents doivent être dûment complétés de manière parfaitement lisible afin d'éliminer le moindre doute sur les termes et les chiffres.

Il est également loisible au soumissionnaire de compléter son dossier avec toute autre information qu'il juge utile.

S'il l'estime nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rechercher des informations complémentaires et/ou des clarifications par tout moyen approprié (sites internet, organismes officiels, etc.).

Toute offre incomplète pourra être écartée d'office. Néanmoins, dans le cas où une offre donnerait lieu à des demandes d'éclaircissement le pouvoir adjudicateur peut prendre l'initiative de s'adresser au soumissionnaire dans le but de lui demander des précisions sans que celles-ci ne puissent conduire à une modification substantielle des conditions de l'offre. Dans le cas contraire, l'offre devra être écartée.

I.6.b. Liste des documents de l'offre

Les documents requis dans l'offre sont:

1. Concernant l'identification du soumissionnaire, incluant le cas échéant des cotraitants, sous-traitants et entités tiers:
 - 1.1. Le formulaire « Lot(s) à soumissionner » (formulaire 1),
 - 1.2. Le formulaire « Identification du soumissionnaire » (formulaire 2),
 - 1.3. Le formulaire « Informations à reprendre dans le contrat en cas d'attribution » (formulaire 3),
 - 1.4. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) « Informations concernant les autres entités mentionnées dans l'offre (à l'exception du mandataire) » (formulaire 4), un pour chaque cotraitant et un pour chaque sous-traitant déclaré,
 - 1.5. En cas d'un groupement et/ou de sous-traitant(s) déclaré(s) et/ou de tiers mettant ses ressources à la disposition, le soumissionnaire joint à l'offre un document qui:
 - précise clairement la répartition des tâches de chacun (mandataire / cotraitants / sous-traitants);
 - décrit la nature des prestations ainsi que le pourcentage du marché co-traité;
 - décrit la nature des prestations ainsi que le pourcentage du marché sous-traité;
 - décrit la nature et le volume des capacités mises à disposition par des tiers
2. Concernant la signature de l'offre:
 - 2.1. Le formulaire de signature de l'offre, le cas échéant, du soumissionnaire entité unique ou du mandataire du groupement (formulaire 5),
 - 2.2. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) de mandat du cotraitant (formulaire 6), un pour chaque cotraitant,
 - 2.3. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) d'engagement du sous-traitant, un pour chaque sous-traitant déclaré (formulaire 7),
 - 2.4. Le cas échéant, le(s) formulaire(s) « Déclaration du tiers mettant des capacités financières et économiques et/ou techniques et professionnelles à la disposition du soumissionnaire » (formulaire 8). Chaque tiers concerné doit compléter un formulaire.
 - 2.5. Tout document prouvant le pouvoir de signature des personnes signataires des formulaires de signature de l'offre, de mandat, d'engagement et de mise à disposition des capacités,
3. Concernant les critères d'exclusion et sélection:
 - 3.1. Le(s) formulaire(s) « Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection » (formulaire 9). Cette déclaration doit être fournie par chaque membre du groupement et par chaque sous-traitant déclaré.

- 3.2. Tout document prouvant le pouvoir de signature des personnes signataires des déclarations relatives aux critères d'exclusion et sélection,
4. Concernant la conformité technique de l'offre:
 - 4.1. Sans objet
5. Concernant les critères d'attribution:
 - 5.1. Le bordereau des prix sur papier (annexe I.A du projet du contrat). Les pages du bordereau des prix doivent être datées, cachetées et signées par le soumissionnaire, par les mêmes personnes qui ont signé le formulaire de signature de l'offre en tant qu'entité unique ou mandataire principal,
 - 5.2. Le bordereau des prix en version électronique XLS ou XLSX.
En cas d'incohérence entre les versions papier et électronique, la version papier prévaut.

Attention: Toute offre dans laquelle manque un document concernant les critères d'attribution sera **obligatoirement** écartée.

I.7. OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se tiendra le jeudi 19 octobre 2017 à 10h00, au bâtiment ARIANE, route d'Esch 400 à L-1471 Luxembourg (salle 01/A072).

Au maximum deux représentants par offre peuvent assister à l'ouverture des offres. Pour des raisons d'organisation et de sécurité, le soumissionnaire doit communiquer, au moins trois jours ouvrables à l'avance, les noms et prénoms et les numéros de carte d'identité ou de passeport de ses représentants, à l'adresse suivante: OIL-APPELS-OFFRES@ec.europa.eu.

Si cette condition n'est pas remplie, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux.

Les montants des offres **seront annoncés** en séance.

I.8. ÉVALUATION DES OFFRES

Seront examinés les éléments suivants, sans ordre préétabli:

I.8.a. Évaluation des critères d'exclusion et de sélection des soumissionnaires

Le pouvoir adjudicateur contrôle, sur la base des documents demandés et transmis, si les soumissionnaires:

- ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion ou de rejet mentionnés dans la déclaration (formulaire 9);
- disposent des capacités légale et réglementaire, financière et économique, technique et professionnelle, telles que décrites au point II.2.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment de la procédure, demander à des soumissionnaires de présenter une déclaration actualisée ou tout ou partie des documents justificatifs.

I.8.b. Vérification de la conformité technique des offres

Les offres des soumissionnaires sont soumises à une vérification de leur conformité avec les documents de marché selon les critères décrits au point II.3.

I.8.c. Évaluation des critères d'attribution du marché

Le pouvoir adjudicateur évalue les offres des soumissionnaires et détermine celle qui remportera le marché sur la base des critères d'attribution décrits au point II.4.

La valeur totale finale du marché sera basée sur le montant de l'offre de l'attributaire du marché, auquel pourra être ajouté un pourcentage pour couvrir les indexations et imprévus.

I.9. PREUVES À FOURNIR EN CAS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la notification de la décision d'attribution, l'attributaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur tous les documents justificatifs des critères énumérés dans la « Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection », qui n'avaient pas été déjà fournis durant la procédure.

SECTION II - CRITÈRES POUR L'ÉVALUATION DES SOUMISSIONNAIRES ET DES OFFRES**II.1. CRITÈRES D'EXCLUSION****Description**

Les critères d'exclusion sont décrits dans la « Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection » (voir formulaire 9)

Ces critères doivent être remplis:

- par le soumissionnaire opérateur économique unique,
- en cas de groupement, par le mandataire et chaque cotraitant,
- par chaque sous-traitant déclaré.

Le cas échéant, le soumissionnaire peut indiquer les mesures prises pour remédier à la situation d'exclusion, démontrant ainsi sa fiabilité.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec les critères

Les documents justificatifs sont indiqués dans la déclaration susmentionnée au point « Justificatifs sur demande ».

II.2. CRITÈRES DE SÉLECTION

Le soumissionnaire unique ou mandataire ainsi que, sauf indication contraire, ses cotraitants et sous-traitants déclarés, doivent avoir les capacités légale et réglementaire, financière et économique, technique et professionnelle de réaliser le marché. Ces capacités sont évaluées selon les critères de sélection décrits ci-après.

II.2.a. Capacité légale et réglementaire**II.2.a.1. Constitution de l'opérateur économique****Description**

L'opérateur économique doit être constitué et/ou enregistré conformément à la législation du pays dans lequel il est établi (p.ex.: registre de commerce).

L'objet social de l'opérateur économique doit être en rapport avec l'objet du marché (en fonction de sa contribution dans l'exécution du marché).

Ce critère s'applique à chaque cotraitant et sous-traitant déclaré.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Document(s) constitutif(s) et/ou statuts de l'opérateur économique, avec sa/leur(s) dernière(s) mise(s) à jour, ou les extrait(s) pertinent(s) de ces documents,
- tout autre document émanant d'un(e) organisme public/autorité publique compétent(e) conformément à la législation du pays dans lequel le soumissionnaire est établi (p.ex.: registre de commerce), faisant ressortir clairement:
 - sa dénomination exacte,
 - son objet social.

II.2.a.2. Capacité à exercer l'activité professionnelleDescription**Lot 1**

Le contractant doit être un Organisme de Contrôle Agréé selon le Règlement ministériel du 6 mai 1996 concernant l'intervention d'organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines, et de la Loi du 21 Avril 1993 relative à l'agrément dans le domaine de l'environnement.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

Toute attestation ou certification prouvant le statut d'Organisme de Contrôle Agréé, selon les exigences ci-dessus.

II.2.b. Capacité financière et économique**II.2.b.1. Chiffre d'affaires**Description

Le chiffre d'affaires annuel doit être égal ou supérieur à :

- Lot 1 : 700 000 Euro
- Lot 2 : 250 000 Euro
- Lot 3 : 150 000 Euro

Le chiffre d'affaires à prendre en considération est la somme des chiffres d'affaires du soumissionnaire (ou des membres du groupement en cas d'offre conjointe) et, le cas échéant, de ses sous-traitants déclarés et des tiers mettant des capacités financières à disposition du soumissionnaire.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Comptes annuels pour les deux derniers exercices clos ou, si les comptes annuels ne mentionnent pas les chiffres d'affaires, des extraits de documents comptables pertinents faisant apparaître les chiffres d'affaires. Ces documents doivent être fournis par chaque entité dont le chiffre d'affaires est pris en considération pour établir que le critère est rempli.

II.2.b.2. Capitaux propresDescription

Les capitaux propres à la fin du dernier exercice clos doivent être égaux ou supérieurs au capital souscrit.

Ce critère s'applique au soumissionnaire, ainsi qu'à chaque cotraitant, sous-traitant déclaré et tiers mettant des capacités financières à disposition du soumissionnaire.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Comptes annuels pour les deux derniers exercices clos ou, si les comptes annuels ne mentionnent pas les capitaux propres et le capital souscrit, des extraits pertinents de documents comptables faisant apparaître les capitaux propres et les capitaux souscrits. Ces documents doivent être fournis par chaque entité dont les capitaux propres sont pris en considération pour établir que le critère est rempli.

II.2.c. Capacité technique et professionnelle**II.2.c.1. Références**Description

Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours des 3 dernières années des prestations en rapport direct avec le présent marché.

Pour ce critère de sélection, il est demandé:

- Uniquement pour le lot 2, présenter 2 références ayant pour objet «services de coordination de sécurité et santé» d'un montant minimum de 10 000 euro chacune.

Le cas échéant, les références peuvent provenir de cotraitants ou de sous-traitants.

Documents qui peuvent être requis pour prouver la conformité avec le critère

- Une déclaration avec les détails de ces références, indiquant la période, le client, l'objet, le montant et l'entité qui a exécuté les prestations,
- Des certificats de bonne exécution, avec les mêmes informations, signés par le client de la prestation en référence.

La Commission se réserve le droit de contacter les clients pour confirmer les références citées.

II.2.c.2. Assurance qualitéDescription

Le soumissionnaire ainsi que chaque co-traitant ou sous-traitant déclaré doivent avoir mis en œuvre dans le cadre de sa société un Système de Management de la Qualité des prestations fondé sur la norme ISO 9001 ou équivalent, pour des activités en rapport avec le marché.

Documents qui peuvent être fournis pour prouver la conformité avec le critère

- Soit un certificat ISO 9001 ou équivalent;
- Soit une attestation sur l'honneur de la mise en œuvre dans le cadre de sa société d'un Système de Management de la Qualité des prestations fondé sur la norme ISO 9001.

II.3. CRITÈRES DE CONFORMITÉ TECHNIQUE DE L'OFFRE

Le soumissionnaire doit respecter l'ensemble des dispositions décrites dans les documents de marché.

II.4. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué au soumissionnaire sélectionné présentant l'offre conforme au cahier des charges et présentant **le prix le plus bas**.

Le soumissionnaire complète le bordereau des prix (annexe I.A. du projet de contrat). Son attention est attirée sur les points suivants:

- les prix doivent obligatoirement être exprimés en euros et sont indépendants de l'évolution du taux de change de l'euro par rapport à d'autres devises;
- les prix s'entendent HTVA et sont maintenus par le soumissionnaire jusqu'à la signature du contrat et au plus tard six mois après la date limite de remise des offres;
- tous les postes des bordereaux doivent être impérativement complétés, sous peine de nullité de l'offre. Aucune case ne doit être vide. Si une prestation vaut 0 EUR, le soumissionnaire l'indique de cette manière (pas de symboles -, /, etc.);
- aux termes des articles 3 et 4 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, celle-ci est exonérée de tous impôts, taxes et droits, y compris, la taxe sur la valeur ajoutée; ces droits ne peuvent donc pas entrer dans le calcul du prix de l'offre;
- en cours d'exécution du contrat, la révision des prix sera appliquée conformément aux dispositions du contrat.

Il est primordial de compléter ce document en suivant le format attendu par le pouvoir adjudicateur. Utiliser des fourchettes là où un nombre est attendu, indiquer plusieurs nombres là où un seul est attendu, émettre des réserves sur certains prix, pourcentages ou tout autre élément de la procédure, ajouter ou modifier des postes, etc. conduirait inévitablement à une impossibilité d'évaluation de l'offre et de comparaison avec celles des autres soumissionnaires. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur pourrait déclarer l'offre inexploitable et donc de l'écarter.

Les quantités indiquées dans les bordereaux de prix sont mentionnées à titre indicatif et elles ne constituent en aucun cas un engagement du pouvoir adjudicateur. Elles ne peuvent pas être modifiées par le soumissionnaire.

En pratique, dans l'annexe I.A «Bordereau de prix» du contrat, qui se compose d'un fichier sous format Excel, le soumissionnaire complète électroniquement:

- Lot 1:
 - Poste I.1 - les prix unitaires pour chacun des bâtiments de l'annexe I.A.1,
 - Poste I.2 – les prix unitaires pour chacun des items,
 - Poste II – les tarifs horaires.
- Lot 2: - les tarifs horaires de l'annexe I.A.2.
- Lot 3 : - les tarifs horaires de l'annexe I.A.3.

Les sous-totaux et totaux de chaque onglet, les prix sur estimation annuelle et le coût estimé sur la durée totale du contrat dans l'onglet "RECAP" se complètent automatiquement.

Toutes les autres données du fichier Excel ne peuvent pas être modifiées.

SECTION III - FORMULAIRES

Les formulaires doivent être téléchargés à partir du site:

<http://ec.europa.eu/oil/formulaires-fr.html>

La liste des formulaires est la suivante:

- Formulaire 1: «Lot(s) à soumissionner » - ne concerne pas le présent appel d'offres,
- Formulaire 2: «Identification du soumissionnaire»,
- Formulaire 3: «Informations concernant le (mandataire du) soumissionnaire à reprendre dans le contrat en cas d'attribution»,
- Formulaire 4: «Informations concernant les autres entités mentionnées dans l'offre (à l'exception du mandataire)»,
- Formulaire 5: formulaire de signature de l'offre, le cas échéant, du soumissionnaire entité unique ou du mandataire du groupement,
- Formulaire 6: Mandat donné par un cotraitant au mandataire du groupement,
- Formulaire 7: Engagement du sous-traitant,
- Formulaire 8: «Déclaration du tiers mettant des capacités financières et économiques et/ou techniques et professionnelles à la disposition du soumissionnaire»,
- Formulaire 9: «Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et aux critères de sélection».
- Formulaire 10: « Engagement de confidentialité »